



Le 30 juin 2015



Bernard Cazeneuve crée un "état-major opérationnel pour la prévention du terrorisme" place Beauvau

Par [Clément Giuliano](#)

"Un état-major opérationnel pour la prévention du terrorisme est désormais créé", annonce Bernard Cazeneuve dans un [entretien](#) à *L'Express* publié mardi 30 juin 2015. Directement rattaché au cabinet au ministre de l'Intérieur, ce service est chargé "de piloter la totalité du dispositif de détection et de suivi" des individus radicalisés, poursuit Bernard Cazeneuve. "Associant en permanence et dans un même lieu les services de renseignement, de sécurité publique, de la police et de la gendarmerie nationale, il est destinataire de l'ensemble des informations transmises par les échelons départemental et zonal. Je lui ai confié la charge de piloter la totalité du dispositif de détection et de suivi, et de me rendre compte directement." Le ministre annonce également le renforcement du rôle des préfets de zone en matière de détection de la radicalisation.

"J'ai donné, dès avril 2014, des instructions pour que toute la maison 'Intérieur' soit mobilisée" sur la détection des individus "repérés comme étant les plus susceptibles de passer à l'acte et devant faire l'objet de l'ouverture de procédures judiciaires", rappelle Bernard Cazeneuve dans un entretien à *L'Express* consacré à la lutte antiterroriste, mardi 30 juin 2015. "Depuis plus d'un an, les préfets ont pour mission d'organiser des groupes d'évaluation hebdomadaires réunissant la sécurité intérieure, le renseignement territorial, mais aussi la police et la gendarmerie." Il annonce avoir confié aux préfets des zones de défense "l'animation de cette supervision pour les départements du ressort de son territoire". Cette évolution "permettra davantage de coordination, d'analyse et de synthèse", indique-t-il.

"Rien ne doit être négligé qui permette d'accroître encore notre capacité opérationnelle", insiste le ministre de l'Intérieur. Selon *L'Express*, l'état-major opérationnel pour la prévention du terrorisme est composé "d'une dizaine de responsables de différents services, dont les gendarmes, oubliés de la lutte antiterroriste ces dernières années".

Le bureau national